FERMETURE

Bouaye, Derval, Mindin, Montoir

La DRFIP 44 a décidé la suppression de 4 trésoreries : Bouaye, Derval, Mindin, Montoir-de-Bretagne. C'est un choix très contestable, car comme le disent les agents rencontrés : « les missions sont remplies et nous n'avons pas démérité ». Le bla-bla technocratique fait à l'arrache par la direction pour justifier ces projets n'a évidemment convaincu ni les représentants syndicaux, ni les agents concernés. Mais il n'a pas convaincu non plus les élus locaux.

La méthode de concertation est particulièrement récusée, Les représentants de la direction auprès des collectivités ont tenu des discours à géométrie variable selon les interlocuteurs avec un seul message : « il faut que ça ferme ! »

L'intersyndicale a rencontré l**es agents de Derval très déterminés** à défendre un service de proximité en zone rurale et les **agents de Bouaye vivant comme une injustice** de voir leur vie quotidienne bouleversée.

Aude Amadou et Yves Daniel, député.e.s *En Marche* ont rencontré également l'intersyndicale.

Pour Mme Amadou, relayant la demande de nombreux maires de sa circonscription, le bon projet c'est celui de l'installation à **Rezé**, car en cohérence territoriale. Les élus de Nantes Métropole concernés sont opposés au projet de la direction qui veut disperser les communes en question entre les trésoreries de Vertou et Saint-Herblain.

M. Daniel a écrit le 8 août à la DRFIP 44 afin d'avoir **une réunion de concertation avec tous les élu.e.s concernés**, qui se sont sentis bernés par des discours contradictoires lors des rencontres individuelles. Au 22 septembre, aucune réponse de la DRFIP 44 à cette demande. M. Darmanin a donc reçu un courrier l'avertissant de ce manque de concertation.

L'intersyndicale va rencontrer une autre députée *En Marche* prochainement ainsi que les collègues de Mindin.

Ce qui frappe dans ce projet, c'est l'impréparation et la rapidité de ces fermetures, annoncées officieusement mi-juillet, la décision est attendue maintenant en novembre. Le manque de concertation avec les élu.e .s de la République et les élu.e.s locaux, l'absence de réflexion sur l'aménagement du territoire, le mépris des agents, tout cela est inacceptable !

Octobre 2017

Ce projet ni fait, ni à faire doit être abandonné ! L'intersyndicale s'y emploie avec les agents, les élu.e.s de la République et les citoyen.ne.s